



PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Service interministériel de
défense et de protection civile

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF À
L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS
IMMOBILIERS
SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
DANS LA COMMUNE DE LARÇAY**

LE PRÉFET d'Indre-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;
Vu le décret 2010-1254 relatif à la prévention des risques ;
Vu le décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 271-64 et L 271-5 ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2011 modifié le 16 novembre 2012, fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1

Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de LARÇAY sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire,
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune,

- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,
- la cartographie des zones exposées,
- la liste des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Le dossier d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2

Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3

Une copie du présent arrêté et du dossier d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de service régionaux et départementaux et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Tours, le 16 novembre 2012

Le Préfet

SIGNE

Jean-François DELAGE



Préfecture d'Indre-et-Loire

Commune de LARÇAY

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° du 29 avril 2011 mis à jour le 16 novembre 2012

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui ☒ non ☐

approuvé	date	29 janvier 2001
approuvé	date	8 janvier 2002
prescrit	date	25 janvier 2012

aléa	inondation
aléa	mouvements de terrain
aléa	inondation

Les documents de référence sont :

- dossier du PPR inondation Val de Tours-Val de Luynes approuvé le 29 janvier 2001

Consultable sur Internet ☐

- dossier du PPR mouvements de terrains de Larçay

Consultable sur Internet ☐

- arrêté préfectoral de prescription de la révision du PPRi Val de Tours-Val de Luynes du 25 janvier 2012

Consultable sur Internet ☒

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui ☐ non ☒

date effet

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet ☐

Consultable sur Internet ☐

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte zone 5	<input type="checkbox"/>	Moyenne zone 4	<input type="checkbox"/>	Modérée zone 3	<input type="checkbox"/>	Faible zone 2	<input checked="" type="checkbox"/>	Très faible Zone 1	<input type="checkbox"/>
--------------	--------------------------	----------------	--------------------------	----------------	--------------------------	---------------	-------------------------------------	--------------------	--------------------------

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

- copie du zonage réglementaire du PPR inondation en date de janvier 2001

- copie du zonage du PPR mouvements de terrain de Larçay

- copie de la carte DREAL Centre des hauteurs de submersion issues de la reconstitution des plus hautes eaux connues de juillet 2012

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

Date 16 novembre 2012

Le préfet de département

Commune de LARÇAY

Nature et intensité du risque d'inondation

La commune est concernée par des inondations de plaine par débordement du Cher.

La hauteur des plus hautes eaux connues, correspondant à la crue de 1856, atteint environ 51 m NGF à l'amont de la commune et 50,85 m NGF à l'aval de la commune.

Définition des niveaux d'aléas d'inondations

pour la vallée de la Loire

et retenus dans le plan de prévention des risques approuvé le 21 janvier 2001

- | | |
|-----------------------------|--|
| 1 - Aléa faible : | profondeur de submersion inférieure à 1 mètre, sans vitesse de courant marquée. |
| 2 - Aléa moyen : | profondeur de submersion comprise entre 1 et 2 mètres, avec vitesse de courant nulle ou faible, ou inférieure à 1 mètre avec vitesse marquée. |
| 3 - Aléa fort : | profondeur de submersion supérieure à 2 mètres, avec vitesse de courant nulle à faible, ou profondeur comprise entre 1 et 2 mètres, avec vitesse moyenne ou forte, ou bande de 300 mètres en arrière des levées. |
| 4 - Aléa très fort : | profondeur de submersion supérieure à 2 mètres, avec vitesse de courant moyenne ou forte, ou zones de dangers particuliers (aval de déversoirs, débouchés d'ouvrages...) |

Informations complémentaires-Mise en révision du PPRI Val de Tours-Val de Luynes

Pour prendre en compte l'ensemble des objectifs actuels de prévention des risques naturels et mieux assurer la sécurité des personnes, et pour diminuer la vulnérabilité globale du territoire, le Préfet d'Indre-et-Loire a prescrit **la révision du PPRI Val de Tours-Val de Luynes** le 25 janvier 2012 en considérant que :

- La connaissance plus précise de la topographie de la vallée (modèle numérique de terrain) et des marques de crues, et la mise à jour de la modélisation des écoulements en Loire vont permettre d'actualiser les informations de l'atlas des zones inondables établi en 1993.
- La qualification des aléas du PPRI approuvé en 2001 évolue. L'aléa à partir de 1 mètre de hauteur de submersion (vitesse d'eau nulle ou faible) doit être requalifié en aléa fort, en application du guide méthodologique des PPRI.
- L'aléa spécifique « rupture de digue » doit être actualisé, les études de dangers des digues apporteront les éléments de connaissance nécessaires.

Dans la période transitoire avant l'approbation de la révision du PPRI, en plus de l'application du PPR approuvé le 29 janvier 2001, le maire (ou l'Etat dans son domaine de compétences) peut s'opposer à des projets mettant en danger les occupants d'une construction, notamment ceux situés à l'arrière des digues, en ayant recours à l'article R.111-2 du code de l'urbanisme. Ce même article permet également d'imposer des prescriptions spéciales, par exemple pour diminuer la vulnérabilité des occupants d'une construction.

Des informations complémentaires et actualisées sont mises en ligne sur le site internet de la préfecture. (<http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Les-actions-de-l-Etat/Environnement-et-urbanisme/P.P.R.I>),

La cartographie des hauteurs de submersion issues de la reconstitution des plus hautes eaux connues est consultable sur le site de la DREAL (<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/mise-a-jour-de-la-connaissance-des-a883.html>)

Commune de LARÇAY

Nature et intensité du risque « mouvements de terrain »

Trois grands types de mouvements de terrain, liés à la présence de nombreuses cavités souterraines minant le coteau et à la présence d'escarpements importants, ont été mis en évidence sur la commune :

- les effondrements et les affaissements de cavités souterraines,
- les chutes de blocs et les écroulements de masses rocheuses, au niveau des escarpements et des entrées de caves,
- les glissements de terrain liés aux déplacements de colluvions sur des pentes fortes, très localisés (les ruptures de murs de soutènement peuvent être classés dans cette catégorie).

Le plan d'exposition aux risques fait apparaître :

- **des zones R (dites zones rouges)**, en raison notamment de la conjonction possible de plusieurs types de phénomènes. Des mouvements de terrains se sont déjà produits ou sont actifs.

- **des zones B (dites zones bleues)**, zones où aucun mouvement de terrain ancien ou actif n'a été décelé. Sur LARÇAY, on distingue :

- **le secteur B1** exposé aux risques d'affaissement ou d'effondrement de cavités souterraines ainsi qu'aux risques de chutes de blocs ou de masses rocheuses ; le niveau de risque y est moyen ou fort.
- **le secteur B2** exposé aux risques d'affaissement et d'effondrement de cavités souterraines ; le niveau de risque y est faible.
- **Le secteur B3** exposé aux risques de glissements de terrain ; le niveau de risque y est moyen ou faible.

Commune de LARÇAY

Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/03/1990	28/02/1991	04/12/1991	27/12/1991
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/03/1991	31/12/1991	25/01/1993	07/02/1993
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/01/1992	30/04/1993	27/05/1994	10/06/1994
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/05/1993	31/12/1995	01/10/1996	17/10/1996
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1996	31/08/1996	11/02/1997	23/02/1997
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/09/1996	30/09/1998	19/03/1999	03/04/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain	12/03/2001	12/03/2001	29/08/2001	26/09/2001
Mouvements de terrain	05/06/2002	05/06/2002	29/10/2002	10/11/2002
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008

Mise à jour : 02/08/2012